



Conseil général

Échange

A0607-CG-015

Suivi de la conjoncture

25, 26 et 27 octobre 2006

- Siègne social
- Bureau de Québec

Centrale des syndicats du Québec
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3
320, rue St-Joseph, bureau 100, Québec (Québec) G1K 9E7
Adresse Web : <http://www.csq.qc.net>

Téléphone : (514) 356-8888
Téléphone : (418) 649-8888

Télécopie : (514) 356-9999
Télécopie : (418) 649-8800

L'économie

Septembre 2006

De manière générale, l'économie semble se diriger vers un certain ralentissement, mais personne ne prévoit de récession.

1. Économie mondiale : toujours en expansion

Le regain d'activité en Europe, s'ajoutant à la forte expansion en Asie, fera de 2006 une année de croissance économique mondiale solide. À la fin de l'été, le FMI a relevé ses projections. Celui-ci prévoit maintenant un taux de croissance de 5,1 % en 2006 et de 4,9 % en 2007, comparativement à 4,9 % et 4,7 % lors de ses prévisions du printemps dernier. L'OCDE s'est aussi montrée optimiste sur la santé économique des grandes zones économiques mondiales. Cependant, le resserrement du crédit à mesure que se développent les pressions inflationnistes, les tentations protectionnistes, ainsi que la possibilité d'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis, augmentent les risques d'un retournement.

2. Aux États-Unis : ralentissement en vue

Aux États-Unis, l'essoufflement dans l'immobilier, et un certain tassement des dépenses des ménages, entraîne un ralentissement de l'activité économique. La remontée des taux d'intérêt et celle des prix de l'essence commencent à faire mal ; déjà, la performance au deuxième trimestre, avec une croissance économique de 0,6 %, est plus modeste que les 1,4 % enregistrés au premier trimestre de l'année.¹ La question est de savoir si l'économie américaine ralentira de manière brutale, et basculera dans la récession, ou si le processus se fera en douceur. Ce n'est pas que l'immobilier occupe une place bien grande dans l'économie. Ce secteur compte pour environ 5 % de l'activité. Mais le crédit à la consommation s'alimente à même l'appréciation des valeurs immobilières ou le refinancement hypothécaire. Or, la consommation des ménages compte pour les deux tiers de la croissance.

Comme élément rassurant, nous pouvons relever que les niveaux record atteints par l'indice boursier Dow Jones ces derniers jours s'expliquent par le sentiment que le processus de ralentissement de l'économie s'effectue en douceur.

Selon les projections de maisons spécialisées, l'économie américaine devrait croître au rythme d'environ 2,5 pour cent au deuxième semestre de 2006 et en 2007. Le ralentissement des dépenses de consommation et le repli du marché immobilier résidentiel sont pointés comme les principaux facteurs du ralentissement de la croissance économique américaine.

¹ Le taux de croissance en rythme annuel au deuxième trimestre s'est établi à 2,9 %, comparativement à 5,6 % au premier trimestre.

3. Économie canadienne : une économie à deux vitesses

À bien des égards, la situation de l'économie canadienne ressemble à celle des Pays-Bas au début des années 70, stimulée par la découverte de pétrole dans la mer du Nord. Une appréciation du taux de change provoqué par la forte demande extérieure pour les matières premières mine la compétitivité de l'industrie manufacturière. Alors que les secteurs des ressources naturelles sont en pleine effervescence, un grand nombre d'industries manufacturières chancellent. C'est ce qui a amené les économistes de la Banque nationale à dire que l'économie canadienne souffrait de la maladie hollandaise².

Selon des indications récentes de Statistique Canada, le taux d'utilisation de la capacité industrielle a fléchi légèrement pour un troisième trimestre d'affilé d'avril à juin, en raison de l'affaiblissement de la demande étrangère et du repli du marché de l'habitation. Le recul des exportations et le repli de la construction résidentielle ont fortement contribué au déclin de l'utilisation de la capacité dans le secteur de la fabrication. À 85,5 %, le taux d'utilisation des capacités industrielles demeure toutefois à un niveau historique élevé.

À cause du boum des matières premières, les fusions et acquisitions atteignent des sommets : 480 transactions totalisant 86,1 milliards au deuxième trimestre de 2006, suivant 420 transactions totalisant 33,6 milliards au premier trimestre. C'est surtout dans le secteur des mines et métaux que se concentrent ces acquisitions : par exemple Inco, Falconbridge.

Parallèlement, les banques engrangent des profits records au troisième trimestre : Banque TD, 796 millions (+94 %) ; BMO, 710 millions (+30 %) ; Banque Royale 1,18 milliard (+20 %) ; Banque Scotia, 936 millions (+ 19 %). Comme quoi, ça ne va pas mal pour tout le monde.

Les disparités régionales s'accroissent : l'ouest est en effervescence, alors que le centre et l'est stagnent. Comme le rapportait Statistique Canada :

L'Alberta connaît la plus intense période de croissance économique jamais enregistrée par une province canadienne. Son produit intérieur brut (PIB) nominal a crû de 43 % de 2002 à 2005, et il n'y a encore aucun signe de ralentissement jusqu'à maintenant en 2006. En raison de cet essor sans précédent, la population de l'Alberta compte la plus grande proportion de personnes occupées et le taux de chômage le plus bas de toutes les provinces et de tous les États en Amérique du Nord³.

À l'autre pôle, les industries de vêtements et textiles, la chaussure, le meuble sont aux abois, tandis que l'industrie forestière traverse une crise majeure.

² BNC, Perspectives économiques, été 2006.

³ Statistique Canada, le Quotidien, 15 septembre 2006.

Au plan social, les inégalités augmentent. Le tableau suivant, élaboré par le Conseil national du bien-être social, illustre la polarisation croissante des revenus au Canada. On note que, de 1980 à 1983, le revenu moyen réel après impôts du quintile supérieur de la distribution des revenus (les plus riches), a progressé de 14 %, comparativement à 4,3 % pour le quintile inférieur (les plus pauvres). Entre-temps, les personnes du deuxième et troisième quintile se sont appauvries, tandis que celles du quatrième quintile ont vu leur revenu stagner.

Le Conseil signale aussi, dans son dernier rapport, une inflexion du taux de pauvreté au Canada en 2003, lequel s'est remis à augmenter. Au Québec, un tel revirement s'observe pour les personnes seules, comme le montre le graphique ci-après.

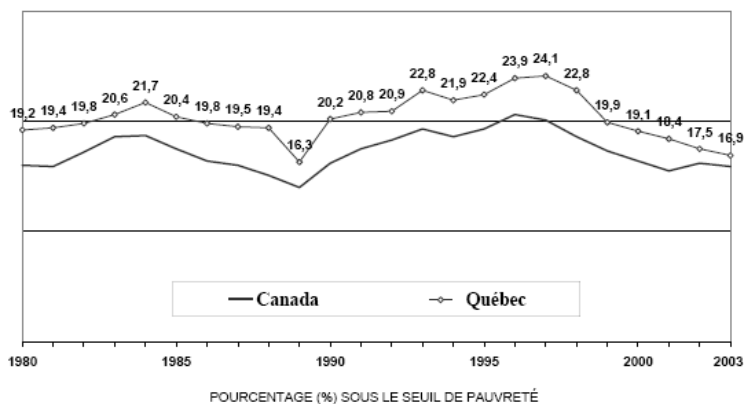
TABLEAU 9.2 : VARIATIONS DES REVENUS MOYENS PAR QUINTILE EN DOLLARS CONSTANTS DE 2003, 1980-2003				
Quintile	1980	2003	Variation en dollars	Variation en pourcentage
REVENU MARCHAND				
Plus pauvre	5 600 \$	5 700 \$	100 \$	1,8 %
Deuxième	23 600 \$	19 500 \$	- 4 100 \$	-17,4 %
Troisième	44 600 \$	38 200 \$	- 6 400 \$	-14,3 %
Quatrième	65 200 \$	63 300 \$	- 1 900 \$	-2,9 %
Plus riche	110 300 \$	131 800 \$	21 500 \$	19,5 %
REVENU TOTAL				
Plus pauvre	11 800 \$	12 600 \$	800 \$	6,8 %
Deuxième	29 900 \$	28 700 \$	- 1 200 \$	-4,0 %
Troisième	49 000 \$	46 000 \$	- 3 000 \$	-6,1 %
Quatrième	68 700 \$	69 700 \$	1 000 \$	1,5 %
Plus riche	113 500 \$	136 300 \$	22 800 \$	20,1 %
REVENU APRÈS IMPÔTS				
Plus pauvre	11 500 \$	12 000 \$	500 \$	4,3 %
Deuxième	27 200 \$	26 000 \$	- 1 200 \$	-4,4 %
Troisième	42 300 \$	39 900 \$	- 2 400 \$	-5,7 %
Quatrième	57 800 \$	58 300 \$	500 \$	0,9 %
Plus riche	92 500 \$	105 800 \$	13 300 \$	14,4 %

Source : Conseil national du bien-être social, Profil de la pauvreté 2002 et 2003, p. 142

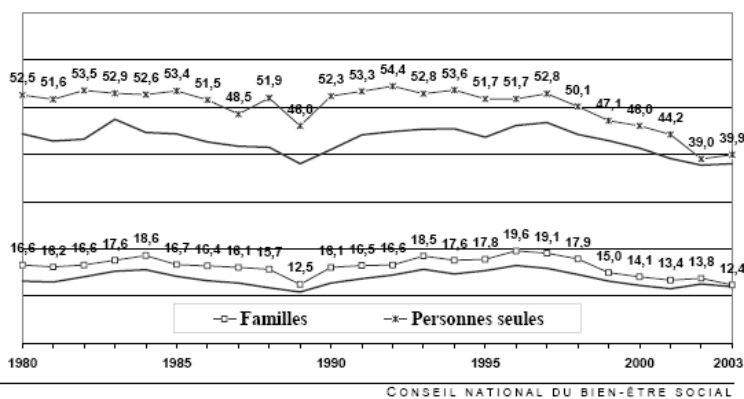
PROFIL DE LA PAUVRETÉ, 2002 ET 2003

Québec

**Figure 2.9 : Tendances
– Ensemble de la
population**



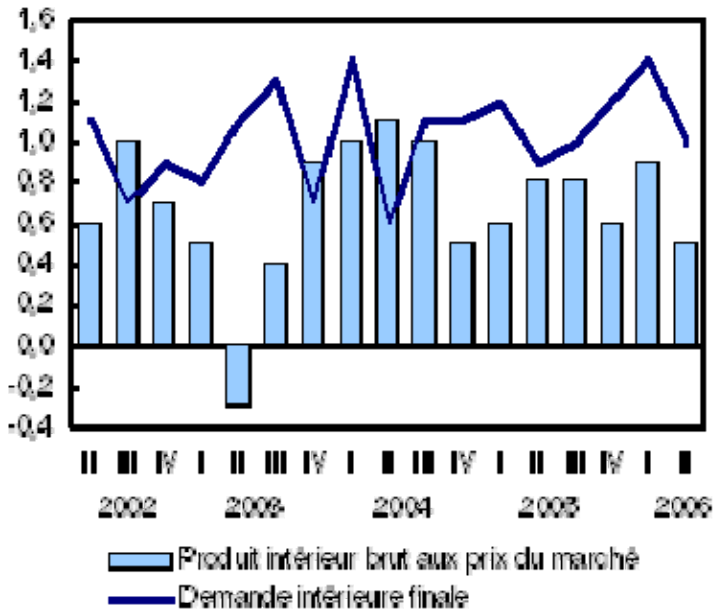
**Figure 2.10 :
Familles et
personnes seules**



Perspectives

La demande intérieure finale continue de progresser plus vite que le PIB

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



Depuis quelque temps, c'est surtout la faiblesse du commerce extérieur qui a pesé sur la croissance parce que la demande intérieure – dépenses de consommation, investissements, dépenses publiques - demeure vigoureuse. Depuis deux ans, le commerce extérieur freine la croissance du PIB, l'expansion des importations dépassant celle des exportations. Avec le ralentissement qui se profile du côté américain, ce mouvement ira en s'accroissant. C'est pourquoi les divers spécialistes procèdent en ce moment à des révisions à la baisse de leurs projections de croissance pour l'économie canadienne, même si personne n'envisage de récession.

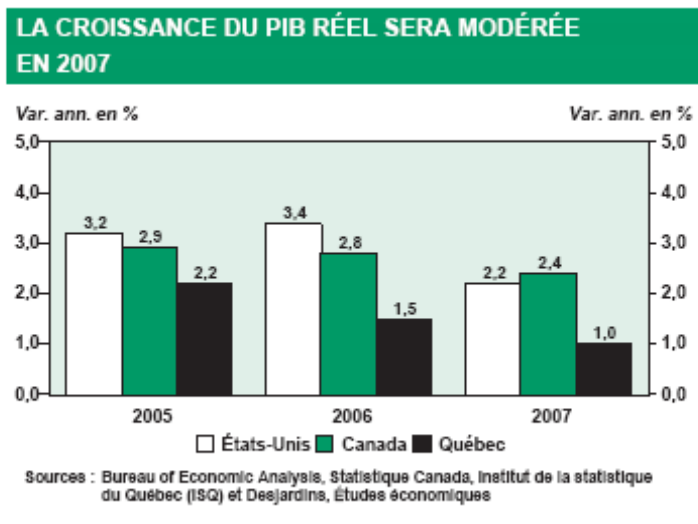
La Banque du Canada a revu le 17 octobre sa projection concernant l'économie canadienne. Elle entrevoit maintenant une progression de l'activité de 2,8 % cette année, de 2,5 % en 2007 et de 2,8 % en 2008.⁴

⁴ Banque du Canada : la *Mise à jour du Rapport sur la politique monétaire (juillet 2006)* prévoyait un taux de croissance du PIB canadien de 3,2 % pour 2006, 2,9 % pour 2007 et 2,8 % pour 2008.

De son côté, la Banque Royale (RBC Groupe financier), qui vient de publier ses projections, prévoit une croissance de 2,8 % pour 2006 et 2,7 % pour 2007. La banque se montre particulièrement pessimiste en ce qui concerne l'Ontario. La province canadienne la plus peuplée n'enregistrerait que 1,5 % de croissance économique cette année et 2,0 % en 2007. (Comparativement à 2,0 et 2,1 % pour le Québec)

Pour sa part, la BMO Banque de Montréal (BMO) a ramené de 2,7 % à 1,8 % la croissance ontarienne pour cette année et de 3,0 % à 2,3 % la croissance prévue pour 2007. Ses prévisions de croissance pour le Québec tournent autour de 2,0 %.

Selon les analystes de ces institutions, le secteur de fabrication ontarien souffre davantage de la concurrence asiatique que celui du Québec, qui est plus diversifié. En ce moment, le Québec peut tabler sur les produits industriels, les produits chimiques, les produits pharmaceutiques. L'industrie ontarienne, moins diversifiée, est aussi plus sensible aux aléas de l'industrie automobile dont les perspectives ne sont pas très reluisantes.



4. Économie du Québec : perspectives modestes

L'économie du Québec est celle qui pâtit le plus de la hausse du dollar canadien. De 2003 à 2005 la croissance économique au Québec a été modeste. La croissance de la demande intérieure a été assez bonne, en moyenne de 3,5 %, mais la croissance globale a été freinée par la piètre performance du commerce extérieur, qui a retranché chaque année 1,8 % à la croissance d'ensemble. Le secteur manufacturier, en particulier, a été fragilisé. Il s'est perdu 57 000 emplois dans le secteur manufacturier depuis deux ans, soit 8,8 % de l'effectif. Ce sont surtout les industries de vêtements, textiles et de produits forestiers qui ont été les victimes. En revanche, les raffineries se sont hissées au deuxième rang du

palmarès des plus grosses industries du Québec, derrière la première transformation des métaux, mais devant les aliments et boissons.

Au plan régional les disparités augmentent, alors que plusieurs régions peinent à se développer et à garder leurs jeunes. Montréal et Québec connaissent une croissance supérieure à la moyenne, tandis que les régions ressources stagnent. C'est ce qui se dégage du Portrait socioéconomique des régions du Québec, édition 2006, publié au début du mois d'août par le ministère du Développement économique.

Dans ses projections de l'été dernier, la Banque nationale s'attendait, pour cette année, à une croissance économique de 2,0 %. Pour 2007, on prévoyait 2,2 %. Mais de nouvelles prévisions révisées à la baisse viennent d'être publiées.⁵ On s'attend maintenant à une croissance de 1,8 % pour le Québec et de 1,6 % pour l'Ontario, tant en 2006 qu'en 2007. Les provinces centrales arriveraient en queue de peloton parmi les provinces canadiennes pour la croissance économique. Le Mouvement Desjardins se montre particulièrement pessimiste. Pour cette année, on ne s'attend qu'à une croissance de 1,5 %, comparativement à 2,2 % l'an dernier. Et pour 2007, Desjardins s'attend à une croissance d'à peine 1,0 %. Ce qui alimente le pessimisme, c'est l'idée que les incidences du ralentissement économique aux États-Unis se rajouteront à une situation qui n'est déjà pas très reluisante. On relève, notamment, la création d'emploi qui se fait au compte-goutte, les exportations en perte de vitesse, la construction résidentielle qui s'affaiblit, plusieurs industries malmenées par la concurrence asiatique ou le relèvement du dollar, cela sans compter les difficultés de l'industrie forestière.

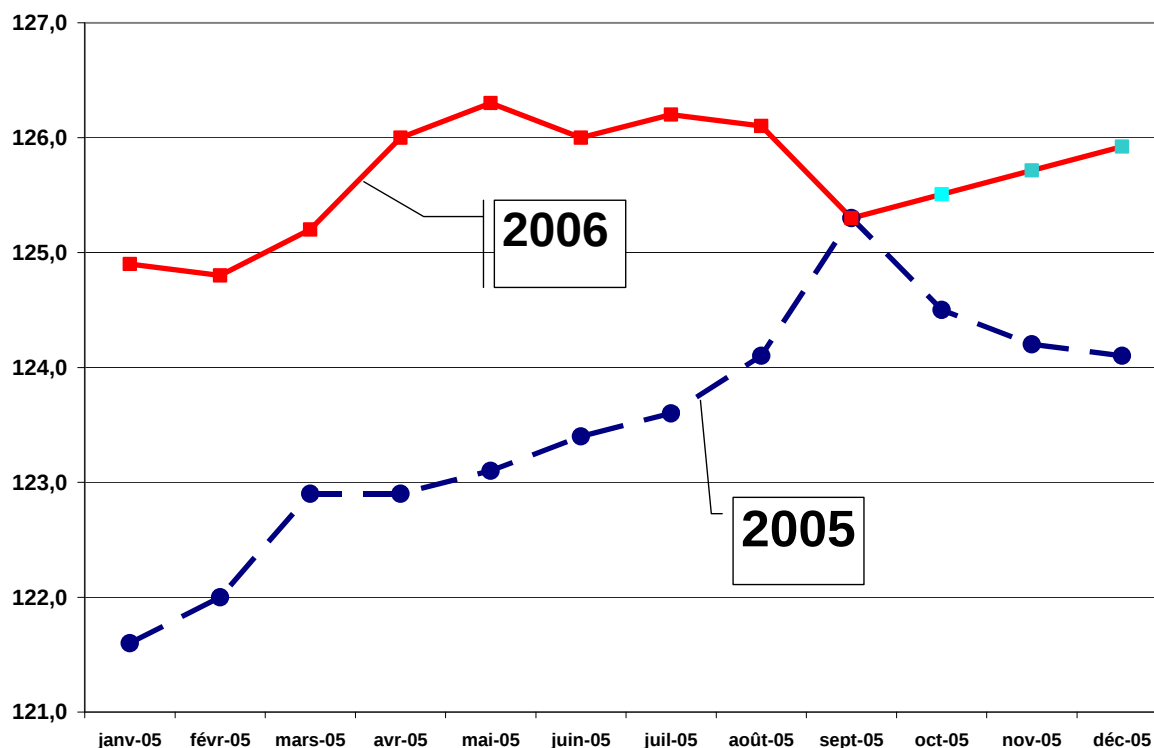
À titre de rappel, mentionnons que le budget d'avril dernier du gouvernement du Québec prévoyait une croissance de 2,5 % en 2006 et de 2,4 % en 2007. De ce côté, on peut s'attendre à une révision à la baisse des projections.

■ Inflation

Au Québec, comme ailleurs au Canada, l'inflation est attisée par la flambée des prix pétroliers. Après avoir atteint un sommet de 3,6 % en septembre 2005, l'IPC Québec s'est maintenu entre 2 et 2,5 % au début de l'année. La baisse récente du prix de l'essence, conjuguée à d'autres facteurs techniques, a entraîné une variation nulle des prix en septembre 2006. Toutefois, comme l'illustre le graphique qui suit, ce phénomène est ponctuel. Pour l'année 2006, l'IPC Québec devrait se situer un peu en deçà des 2,0 %, alors que la moyenne pour 2005 s'est établie à 2,3 %.

⁵ Banque nationale, Hebdo économique, 20 octobre 2006

IPC Québec



■ Emploi.

À l'échelle canadienne, en septembre, l'emploi a quelque peu augmenté (+16 000 emplois), après trois mois de quasi-stagnation, mais il s'agissait surtout d'emplois à temps partiel. Le taux de chômage a enregistré une légère baisse de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,4 %. Il s'agit d'un des taux les plus bas observés au cours des 30 dernières années. Jusqu'à maintenant en 2006, l'Alberta, la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador de même que la Colombie-Britannique ont enregistré des taux de croissance de l'emploi supérieurs à la moyenne nationale de 1,3 %.

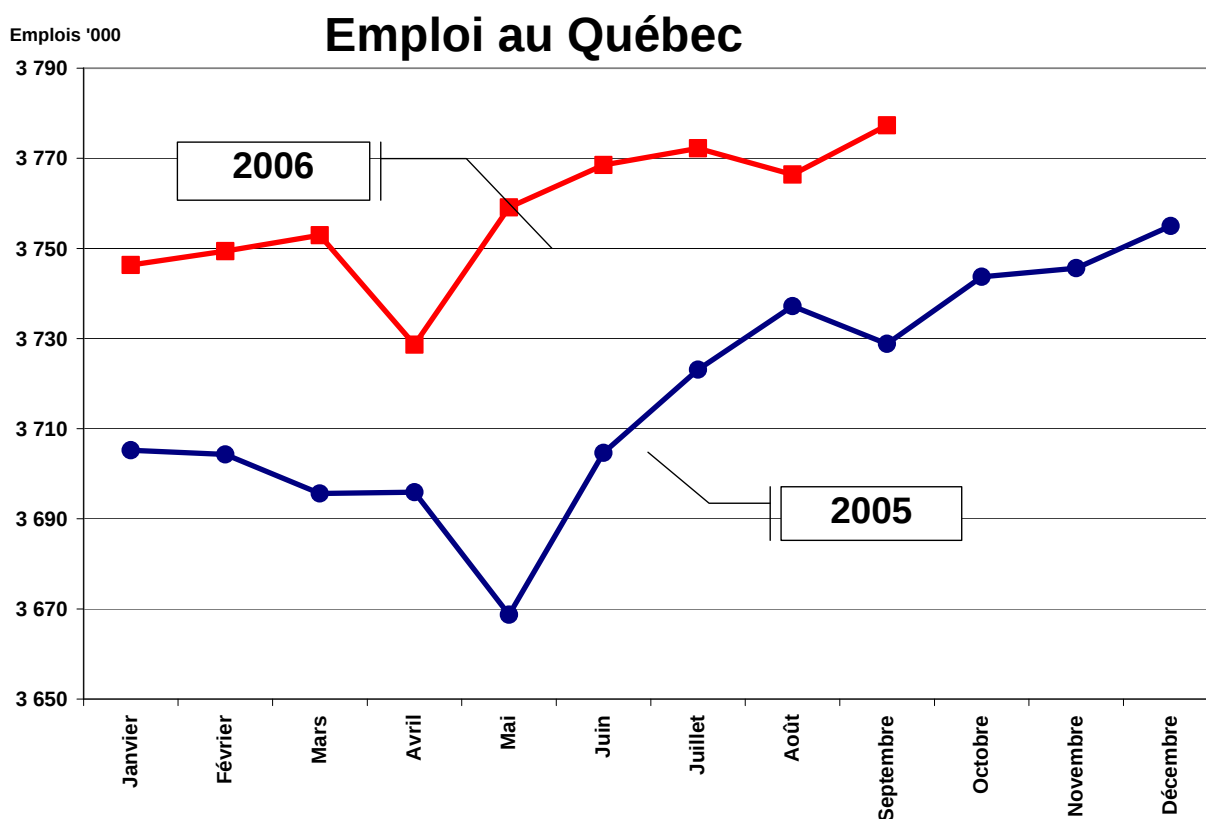
Au cours des trois premiers trimestres de l'année, l'essentiel de la croissance de l'emploi a été attribuable au secteur des services. Toutefois, jusqu'à maintenant en 2006, le secteur des biens a montré des signes de relâchement, sous l'effet d'une importante baisse de 3,1 % (- 67 000) de l'emploi manufacturier qui s'est surtout manifestée dans le centre du Canada.

Bien qu'en Alberta l'emploi ait peu bougé en septembre, cette province a gagné 80 000 emplois depuis le début de l'année, ce qui a représenté 37,9 % de la croissance totale observée en 2006 au Canada et lui a permis de venir en tête loin devant les autres provinces.

Au Québec, la progression de seulement 0,6 % (+ 22 000) de l'emploi depuis le début de 2006 a été nettement inférieure à la moyenne nationale (de 1,3 %). Les pertes survenues dans la fabrication, les administrations publiques et le commerce ont freiné la croissance globale de l'emploi dans la province. Le taux de chômage s'établit à 8,0 % en septembre.

En supposant une progression modeste pour le reste de l'année, le Québec devrait afficher cette année une croissance moyenne d'environ 47 500 emplois, ce qui est un peu plus faible que la prévision de 55 200 emplois du budget de mars dernier. Une telle performance est plutôt médiocre, sans être mauvaise.

De manière plus structurelle, le marché du travail au Québec a subi d'importantes transformations au cours des ans. Les femmes occupent maintenant 47 % des emplois. Avant longtemps, elles pourraient devenir majoritaires. En 2005, deux nouveaux emplois sur trois (dont 85 % à temps plein) ont été occupés par des femmes. Par ailleurs, le taux d'emploi des personnes entre 55 et 64 ans constitue un des revirements les plus spectaculaires. Entre 1976 et 1996, on a assisté à un recul constant. Depuis 1996, on assiste à un retournement de la tendance. En 2005, les 55-64 ans ont accaparé plus de la moitié des emplois créés au Québec, bien qu'ils ne représentent que 12 % de la population. (CETECH, Revue du nouveau marché du travail, Vol 6, août 2006).



5- Politiques économiques

▪ Politique monétaire

Aux États-Unis, en attendant d'y voir plus clair, la Réserve fédérale a laissé son taux directeur inchangé à 5,25 %, le 8 août dernier, après 17 hausses consécutives en 2 ans. Le 20 septembre, la Réserve fédérale a aussi décidé de maintenir inchangé son taux directeur. Le ralentissement de la croissance économique et les répercussions décroissantes de la hausse des prix du pétrole expliquent cette décision.

Au Canada, après sept hausses successives depuis l'automne 2005, la Banque du Canada a laissé inchangé son taux directeur le 6 septembre dernier à 4,25 %. Lors de la révision du 17 octobre, la Banque du Canada a encore maintenu inchangé son taux directeur. La croissance économique moins forte que prévu et la modération de l'inflation motivent cette orientation. Confrontée à une surchauffe dans l'ouest et un ralentissement dans le centre et l'est du Canada, la banque centrale préfère rester au neutre.

▪ Politique fédérale.

Au cours de l'été, le gouvernement Harper a complété le règlement du conflit du bois d'œuvre, qui a depuis été approuvé par le parlement du Canada. En juillet dernier, l'allocation de 100 \$/mois pour enfants de moins de 6 ans est entrée en vigueur. Également, le taux de la TPS a diminué de 1,0 %, passant de 7,0 % à 6,0 %. Au regard des surplus budgétaires, il ne semble pas que ces mesures posent trop de problèmes aux finances du gouvernement fédéral. Pour les 4 premiers mois de l'exercice budgétaire, soit d'avril à juillet, les surplus totalisent 6,3 milliards, en hausse de 1,2 milliard par rapport à l'excédent enregistré pour la même période un an plus tôt.⁶ Il est vrai que ces données ne reflètent qu'en partie l'impact des nouvelles mesures budgétaires. Du côté des dépenses, il faudra surveiller attentivement l'évolution des dépenses militaires, en rapport avec la mission en Afghanistan et le renouvellement de la quincaillerie militaire. Les pourparlers de l'été avec les provinces au sujet du déséquilibre fiscal se sont embourbés, à tel point que les rencontres prévues pour cet automne entre le fédéral et les provinces ont été annulées. Le gouvernement conservateur a finalement accouché de son plan vert, qui mécontente à peu près tout le monde. Il a clairement fait savoir qu'il ne financerait pas les initiatives du Québec, comme le prévoyait l'entente Dion-Mulcair.

Pour ce qui est des fiducies de revenu, le gouvernement joue à l'autruche. Rappelons à ce sujet que la progression foudroyante de ces instruments de placement est en train de provoquer une hémorragie majeure de revenus fiscaux en provenance des entreprises. Avec la conversion récente de Telus et de BCE en

⁶ Ministère des Finances du Canada, La revue financière, juillet 2006

fiducies de revenu, le mouvement a connu une accélération inquiétante. Selon le professeur Jack M. Mintz, de l'université de Toronto, l'encours des unités de fiducie a doublé depuis 2004. On est passé d'un marché de 62 milliards en 2004 à 83 milliards, auxquels il faut ajouter 48 milliards découlant de la conversion de Telus et BCE. Les pertes fiscales nettes vont passer de 540 millions en 2004 à 1,1 milliard, dont environ 700 millions pour le gouvernement fédéral.⁷

▪ **Politique du Québec**

Le gouvernement Charest multiplie les initiatives à saveur électorale, soit pour désamorcer des irritants, soit pour répandre ses largesses.

- Le ministre de la Santé, M. Philippe Couillard, a annoncé en août que le gouvernement ne procéderait pas à la mise sur pied d'une caisse santé ;
- Les hausses de tarifs pour l'assurance automobile sont reportées d'un an ;
- Les demandes de hausses tarifaires en 2007 par Hydro-Québec sont ramenées de 10 % à 2,3 % ;
- La ministre de la Famille, Aînés et Condition féminine, Madame Carole Théberge réitère l'interdiction de surfacturation aux garderies privées ;
- Le premier ministre annonce le prolongement (éventuel) de la route de la basse Côte-Nord jusqu'à Blanc Sablon ;
- Le gouvernement règle le dossier de l'équité salariale avec les employés des secteurs publics et parapublic ;
- Le ministre de l'Éducation, Loisirs et Sports, Monsieur Jean-Marc Fournier, annonce l'injection de 320 millions dans l'enseignement postsecondaire d'ici 2008-2009, tandis que le premier ministre demande l'aide du milieu de l'éducation pour réclamer de l'argent d'Ottawa ;
- Le gouvernement annonce un plan de soutien financier pour les travailleurs et l'industrie forestière.

Mais en même temps, il maintient la privatisation du parc du Mont Orford. Et plusieurs événements viennent contrarier son action.

- L'effondrement d'un viaduc à Laval (qui soulève la question de la vétusté des infrastructures routières) ;
- La crise de l'industrie forestière (qui ébranle les régions) ;

⁷ Globe and mail, 17-10 – 06: "Tax expert Jack Mintz's income trust report" et "Trusts cost \$1,1- billion in lost tax".

- Le refus du fédéral d'accorder les sommes auxquelles Québec s'attendait pour l'environnement ;
- Les discussions sur le déséquilibre fiscal passablement embourbées, en grande partie à cause des divergences de vues entre les provinces ;
- le ralentissement de l'économie.